

# « Avec le net et l'IA, on a échangé des bénéfices à court terme contre une servitude à long terme »



Quelques milliardaires du net et de l'intelligence artificielle (IA) ont créé de véritables Etats dans les Etats, qui sont en train de modeler notre avenir. Pour l'essayiste Christine Kerdellant, on ne reviendra pas en arrière mais on peut encore amender certains de leurs desseins.

ENTRETIEN  
WILLIAM BOURTON

**B**ill Gates (Microsoft), Elon Musk (X, Space X), Jeff Bezos (Amazon), Larry Page et Sergueï Brin (Google/Alphabet), Mark Zuckerberg (Facebook/Meta) : six milliardaires qui façonnent les marchés, influencent les lois, modifient les mentalités et forgent notre avenir sans rendre de comptes à personne. Dans *Ces milliardaires plus forts que les Etats* (Editions de l'Observatoire), la journaliste Christine Kerdellant analyse le système socio-économique qui a rendu possible cette situation absolument inédite.

**Comment une poignée de milliardaires du net et de l'IA en sont-ils arrivés à gouverner nos vies et à détenir plus de pouvoir que les Etats démocratiques ?** Cela s'est fait progressivement, à pas de loup, ce qui fait qu'on n'a pas pris conscience immédiatement du danger. Et maintenant que c'est fait, il est trop tard pour les arrêter. La Chine a réussi à arrêter ses propres milliardaires du net lorsqu'elle s'est rendu compte qu'ils étaient en train de devenir plus forts que l'Etat. Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, a été arrêté pendant trois mois et sa société a été divisée en différentes filiales. Ainsi, Xi Jinping a repris la main. Mais ce sont des méthodes qu'on n'a évidemment pas le droit d'employer dans des pays démocratiques. Donc, au-

jourd'hui, c'est très difficile de les arrêter. Les autorités de la concurrence auraient pu le faire lorsqu'ils ont commencé à racheter un nombre incroyable de start-up et de concurrents dangereux, mais maintenant ils ont conquis le pouvoir.

**S'ils ont réussi à devenir omnipotents, c'est aussi qu'ils ont créé une demande et même une assuétude, et cela malgré tout ce que l'on sait de leurs méthodes et de leur vision du monde...** Effectivement. Au début, on a été complices et aujourd'hui, on est accros. Qu'est-ce qu'il s'est passé ? Ils ont proposé ce qu'ils appellent non pas des produits mais des services, et des services « gratuits ». On a beau savoir que si c'est gratuit, c'est qu'il y a un bug, qu'on prend vos datas et qu'on les revend à des annonceurs, peu importe : vous ne le voyez pas et vous vous dites que, finalement, ce n'est pas cher payé pour avoir accès à un moteur de recherche totale-

ment français pour éviter que tel texte de loi ne le pénalise, qu'il doive payer plus d'impôts et de charges, etc. Mais ça reste limité et ça reste dans son domaine alors que les nouveaux milliardaires sont supranationaux et, d'une certaine manière, sont plus forts que les Etats démocratiques. Et effectivement, ils décident de l'avenir du monde. Elon Musk a, par exemple, décidé que l'on va aller habiter sur Mars quand la Terre sera invivable ; Jeff Bezos veut nous faire vivre dans des capsules géantes en apesanteur ; Larry Page et Sergueï Brin préparent la fusion de l'homme et de la machine pour en finir avec la mort. Dès 2004, Bill Gates disait qu'un jour vous aurez un implant cérébral et lorsque vous vous poserez une question, Google vous enverra directement la réponse. On n'y est pas encore, mais on s'en approche avec les implants Neuralink ou ceux de Synchron... Tout cela paraît invraisemblable et pourtant ils le proposent. Ils sont sortis de leur rôle de chefs d'entreprise et ils développent des visions messianiques, des visions de l'avenir que les Etats ne peuvent pas avoir - et de toute façon ne pourraient pas imposer. Eux le font sans contrôle démocratique, sans demander l'avis des citoyens sur cet avenir qu'ils préparent. Mais voilà, ils se sont peu à peu emparés d'un énorme pouvoir d'in-

**Dans votre livre, vous expliquez que la plupart de ces nouveaux milliardaires ont un « grand dessein » pour l'humanité, que ça plaise d'ailleurs ou non à ladite humanité...** C'est l'énorme différence entre ces milliardaires et les milliardaires « classiques », comme un Bernard Arnault, par exemple, PDG de LVMH. Lui est resté dans son « couloir de nage », il est resté un patron d'entreprises dont le seul pouvoir est de distribuer les emplois - en France ? à l'étranger ? - et de faire du lobbying auprès du gouverne-

**Mark Zuckerberg, PDG de Meta, a été entendu au Congrès américain le 31 janvier sur les dérives de Facebook, notamment en ce qui concerne la protection des enfants.** © PHOTONEWS.

fluence - qui, pour Mark Zuckerberg, touche trois milliards de personnes.

**Sont-ils conscients des conséquences ?** A une époque, Mark Zuckerberg a dit que ce que Facebook est devenu n'est pas ce qu'il voulait quand il l'a lancé : qu'il avait créé un réseau social pour que les gens puissent échanger entre eux, se retrouver quand ils s'étaient per-

pus de vue, etc. Et puis, peu à peu, comme il fallait retenir les gens sur la plateforme pour avoir de plus en plus de publicité, rapportant de plus en plus d'argent, c'est devenu une espèce de casino dont on devient accro. Je veux bien croire que ce n'est pas ce qu'il avait imaginé au départ, mais c'est ce qu'il a favorisé ! Chamath Palihapitiya, l'ancien vice-président en charge de la croissance de l'audience chez Facebook, a raconté comment ils ont inventé le like, pour envoyer des shots de dopamine aux gens qui avaient posté quelque chose qui était apprécié et ainsi les rendre accros à la plateforme et de les garder plus longtemps à chaque fois qu'ils y venaient. Donc ils l'ont fait ! De même, le 11 avril 2018, Zuckerberg s'est excusé devant le Congrès américain pour l'exploitation des données personnelles de Facebook par la société Cambridge Analytica, et le 31 janvier dernier, il a « récidivé », au même endroit, pour ne pas avoir suffisamment protégé les plus jeunes... Mais, fondamentalement, il ne change rien au fonctionnement de la plateforme.

**Les réseaux sociaux offrent une extraordinaire caisse de résonance aux propos extrémistes et hystérisent le débat démocratique. Comment y remédier ?** Une première mesure importante serait de supprimer la « section 230 » : ce texte qui, aux Etats-Unis, dit que les réseaux sociaux sont des hébergeurs et non des éditeurs de contenus, contrairement aux médias. *Le Soir* est responsable de ce qui est écrit sur son site, et s'il s'y trouve des propos antisémites, par exemple, le journal sera puni. Eux pas car ils ne sont que des « hébergeurs ». Ils peuvent donc quasiment tout faire. La Cour suprême a reconnu que cette « section 238 » était effectivement nuisible, mais elle a expliqué que si elle la supprimait, cela provoquerait un effondrement des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et donc des marchés financiers. Et que c'était donc au Congrès à prendre une telle décision. Donc, cela n'a pas été fait... L'Europe a pris conscience des choses, elle essaye de bouger, mais elle ne peut prendre des mesures qu'à son échelle et non au niveau mondial. Or, des choses peuvent être faites pour diminuer leur pouvoir, leurs bénéfices et donc aussi le financement de ces grands rêves qui risquent d'avoir une influence sur notre avenir.

**Christine Kerdellant**

Christine Kerdellant, née en 1960, est une journaliste économique et essayiste française. Elle a été directrice de la rédaction du *Figaro Magazine*, directrice adjointe de la rédaction de *L'Express* et directrice de la rédaction de *L'Expansion*. Depuis deux ans, elle dirige les pages Idées du journal *Les Echos*. Dans sa bibliographie, épinglons *Dans la Google du loup* (Plon, 2017), *Le suicide du capitalisme* (Robert Laffont, 2018) ou *La vraie vie de Gustave Eiffel* (Robert Laffont, 2021).



*Les nouveaux milliardaires sont supranationaux et, d'une certaine manière, sont plus forts que les Etats démocratiques*



**Ces milliardaires plus forts que les Etats**  
CHRISTINE KERDELLANT  
Editions de l'Observatoire  
288 pages,  
22 €